

## Burundi : la VOA et la BBC de nouveau sanctionnées

RFI, 30-03-2019 Au Burundi, le Conseil national de la communication (CNC) a prolongé vendredi les sanctions qui touchent la BBC et la VOA (Voice of America) depuis mai 2018. Deux radios qui diffusaient des programmes en kirundi, langue la plus parlée au Burundi. La chaîne américaine est suspendue « jusqu'à nouvel ordre ». Pour la BBC, la sanction est plus lourde : elle voit son autorisation d'exploitation retirée.

La BBC est accusée de ne pas avoir respecté sa précédente suspension avec la diffusion d'un documentaire qualifié par les autorités burundaises de « calomnieux » et d'« accablant » pour le pays. En ce qui concerne Voice of America, le Conseil national de la communication (CNC) lui reproche d'avoir maintenu au sein de sa rédaction un homme, Patrick Nduwimana, visé par un mandat d'arrêt international émis par le Burundi pour des violences intervenues avant le putsch manqué de mai 2015. Nestor Bankumukunzi, le président du CNC, a également lancé un avertissement à tous les journalistes du pays. « J'interdis formellement tout journaliste burundais ou tout journaliste étranger se trouvant sur le territoire national du Burundi de fournir directement ou indirectement des informations pouvant être diffusées par la radio BBC ou par la VOA, jusqu'à la levée de cette décision. » Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières, dénonce des sanctions arbitraires et une attaque de plus contre les journalistes indépendants au Burundi. « Ce sont des journalistes qui travaillent dans la clandestinité, qui communiquent avec leurs sources de manière extrêmement sécurisée. La suspension et le retrait d'exploitation pour ces deux grandes radios internationales vont amplifier cette dynamique, et contribuer à ce que les journalistes burundais n'osent plus s'exprimer et faire leur travail correctement ». Selon Arnaud Froger, ces sanctions sont également significatives de la volonté du régime burundais de contrôler le débat public. « C'est une décision que est, bien sûr, complètement arbitraire, qui, malheureusement, n'est pas surprenante, eu égard aux nombreuses exactions qui sont commises contre les journalistes et les médias qui opèrent au Burundi depuis la tentative de coup d'État de 2015. C'est d'autant plus que ce sont des médias qui sont extrêmement suivis puisque ce sont deux grandes radios qui diffusent des informations en kirundi qui est la langue nationale et qui est, de très loin, la langue la plus parlée. Ce sont donc des médias de grande audience auxquelles le régime burundais s'attaque », a-t-il précisé. « On est dans une fuite en avant du globalement depuis 2015. Le régime n'a plus besoin, aujourd'hui, de prétextes pour opérer des suspensions arbitraires de médias. On est donc dans le verrouillage médiatique et dans la censure du débat public. Il y a une volonté qui est claire, nette et assumée de contrôler le discours et les pensées, d'empêcher l'expression des voix critiques et, évidemment, s'attaque aux médias de grande audience que sont ces deux grandes radios internationales », a conclu Arnaud Froger. A cause de ces sanctions, une vingtaine de journalistes ne pourront plus travailler. Ils font partie des derniers professionnels indépendants du Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});